

**PLENIERE DU 20 OCTOBRE 2008**

**DEBAT DE POLITIQUE GENERALE**

***Intervention de Véronique Bérégovoy,  
pour le groupe des élus Verts***

Monsieur le Président, cher(e)s collègues,

Crise écologique, crise sociale et aujourd'hui crise financière, un modèle a vécu. Notre Région, les haut-normands sont loin d'être épargnés. Hausse du chômage (+1.6 % au mois d'août en Haute-Normandie), annonce de fermeture d'usines ou de réduction d'activités, avec, nous y pensons tous, l'avenir compromis de centaines de salariés et de leurs familles du site Renault de Sandouville.

S'il est évident que c'est à eux que nous devons penser en premier et que nous soutiendrons les décisions de la Région qui viendront appuyer les démarches de formation ou de reconversion, nous ne pouvons pas nous contenter d'accompagner ces situations, trop souvent présentées comme inéluctables.

Ce que vivent les ouvriers du site de Sandouville est l'illustration de ce qui se joue aujourd'hui dans bien des entreprises et dans bien des pays :

- des entreprises qui promettent sans cesse des perspectives de développement et d'emploi mais licencient à tour de bras sous pression des actionnaires
- des entreprises qui s'accrochent à des modèles de développement qui freinent le développement durable

Si toutes les histoires sont différentes, et s'il faut tenir compte de chaque contexte, nous ne pouvons pas nous empêcher de rapprocher les situations vécues aujourd'hui par ces salariés, à celles des victimes de la crise des subprimes aux Etats-Unis, dépassées par des enjeux qui se jouent loin de leur quotidien, dans les salons feutrés des conseils d'administration et les salles des marchés financiers, mais dont ils subissent les conséquences de plein fouet.

Pourtant, dans notre région, certains s'acharnent à vouloir développer des projets qui ne répondent ni aux crises actuelles ni aux besoins des populations. Des projets qui répondent plus à des actionnaires lancés dans une course aux effets d'aubaine, à l'argent facile, sans réflexion stratégique de long terme ni ambition pour les habitants. Usine d'agro-carburant, centrales aux charbons, terminal méthanier et le petit dernier pour lequel déjà un certain nombre d'élus se battent pour l'avoir sur leur territoire, le deuxième EPR.

Ce projet de centrale nucléaire serait, nous affirme t-on bon pour l'économie, bon pour l'emploi et bon pour la planète.

- Alors même que l'on peut s'attendre tout au plus à quelques dizaines d'emplois pour un investissement de 3 milliards d'euros, contre plusieurs dizaines de milliers d'emplois dans les énergies renouvelables et même dans le tertiaire où on crée un emploi avec 60.000 €,
- Alors même qu'au regard de la crise environnementale et sociale, nous ne pouvons maintenir un tel niveau de production et de consommation, nous devons, au contraire, axer nos efforts en faveur de la sobriété, de l'efficacité énergétique,
- Alors même que le nucléaire ne répond pas à la problématique du réchauffement climatique qui sert à fabriquer de l'électricité qui ne représente que 12% de la consommation énergétique en France, ce n'est donc pas par cette voie que l'on va atteindre nos objectifs de réduction de gaz à effet de serre,
- Alors même que cette filière ne nous permet pas d'être indépendant, puisque nous importons 100% de notre uranium dont 80% provient du Niger, l'un des pays les plus pauvres au monde où les conditions d'extraction de l'uranium sont effroyables,
- Alors même que ceux qui soutiennent avec grande force le nucléaire oublient la question des risques, la gestion des déchets radioactifs dont ils ne veulent pas dans leur pré carré, sans oublier le danger de la prolifération des armes nucléaires.

Devons-nous soutenir ce qui n'est pas soutenable ?

Devons-nous nous plier, aux stratégies d'entreprises, de lobbies ou de projets qui ne répondent pas aux défis auxquels nous sommes confrontés ?

Et enfin, devons-nous toujours faire confiance à des promoteurs industriels qui ne tiennent pas leurs engagements ?

Pour illustrer mon propos, je ne citerais qu'un exemple : celui de Port 2000 qui a vu le jour grâce, entre autre, aux 25% de financements européens. Ces derniers étaient conditionnés à des mesures compensatoires suite à la destruction de 1000 hectares d'une zone naturelle remarquable. Huit ans après, le compte n'y est pas du tout. Tant et si bien, que la Commission européenne vient de rappeler à la France ses obligations et le conditionnement de son co-financement au respect de ces engagements.

Dans un contexte de crise, d'interrogations, d'incertitudes, n'est-il pas temps de renverser la tendance et au lieu d'avoir le triste record de l'estuaire le plus pollué d'Europe, de devenir le moins pollué, voir le mieux préservé.

Mais heureusement, à l'opposé, d'autres dossiers illustrent la capacité que nous avons collectivement à décider et mettre en œuvre des politiques d'avenir, au service de tous. Tel est le cas du travail mené en partenariat avec la SNCF pour l'augmentation du trafic ferroviaire, l'amélioration des conditions de voyages des usagers via la rénovation des rames et la mise en place du cadencement.

En France, 56 % des usagers des TER disposent d'une voiture mais choisissent le train. Le découplage entre possession et usage de la voiture devient donc une réalité.

Nous ne pouvons que nous en féliciter, d'autant que nous avons su anticiper grâce aux investissements massifs réalisés ces dernières années dans les trains et les infrastructures. Comme quoi, cela est possible.

Les efforts sont à partager. A la Région et la SNCF de développer une offre ambitieuse au service des usagers ; aux entreprises de trouver, en concertation avec leurs salariés, le meilleur moyen de concilier les impératifs de leurs activités aux réalités de leurs salariés, par la définition notamment de plans de déplacements d'entreprises. Des plages horaires d'arrivée et de départ adaptés, c'est possible.

Ce que nous avons pu faire pour le ferroviaire, nous pouvons également le faire pour l'ensemble de la stratégie industrielle et économique de la Région.

J'en reviens à l'industrie automobile, secteur important de notre région. Il s'agit d'abord de préserver l'emploi. Il s'agit aussi d'anticiper sa conversion aux enjeux climatiques et énergétiques en développant des voitures faiblement consommatrices d'énergie. Sur ce point nous souhaitons alerter sur ce qui nous semble un manque d'anticipation de la direction du groupe Renault.

Parallèlement, il est primordial et indispensable de développer massivement les transports en communs dans les agglos, les transports doux, les déplacements partagés et c'est bien la combinaison de l'ensemble de ces modes de déplacements adaptés à chaque activité qui répondra aux problèmes de mobilité, de pollution ainsi qu'aux difficultés financières des ménages.